

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 185 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2980 - Prix : 1€



Après le 10 septembre, préparons la suite !

Page 5

Campagne sucrière : ouvriers et petits planteurs dans la galère

Page 9

Nouvelle-Calédonie : Le bilan de la répression s'alourdit

Page 12

ÉDITORIAL

Faisons entendre notre colère et défendons nos intérêts de travailleurs !

Le nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu, a abandonné l'idée de supprimer deux jours fériés, qui sonnait comme une provocation pour les travailleurs.

Restent toutes les autres attaques annoncées : l'augmentation des jours de carence en cas d'arrêt maladie ; le doublement des franchises médicales ; le blocage des allocations, des salaires des fonctionnaires, des pensions des retraités ; les coupes dans les services utiles aux classes populaires ; les attaques contre les chômeurs, etc... Et n'oublions pas les 730 jours qui nous ont été volés suite au report de la retraite à 64 ans !

Ce faux recul, peut-être prévu dès le début, ne peut tromper aucun travailleur : Lecornu est là pour mener la guerre sociale, main dans la main avec le grand patronat.

Cela n'est pas dû au fait qu'il soit proche de Macron, c'est la crise profonde du capitalisme qui conduit à l'offensive contre le monde du travail. Tandis que les profits s'envolent pour une poignée de capitalistes, des secteurs entiers de l'économie s'enfoncent dans le marasme. La guerre commerciale fait rage avec la hausse des tarifs douaniers. Les caisses de l'État sont vides, mais le futur budget prévoit des milliards supplémentaires pour l'armée, car l'état-major prépare la guerre.

Sur qui pèseront les sacrifices humains et financiers exigés par une telle situation ? Sur les travailleurs, sur le monde ouvrier, sur les classes populaires, comme toujours !

Car c'est aux travailleurs qu'il est demandé d'être toujours plus compétitifs, plus flexibles et plus productifs. Nous le payons collectivement depuis des années par des salaires insuffisants, par des suppressions d'emplois et le manque de personnel, par des cadences et des horaires de travail délirants et une précarité généralisée.

Dans cette jungle capitaliste, l'État a mis les capitalistes sous perfusion d'argent public, transférant des centaines de milliards des caisses publiques aux coffres forts privés des actionnaires. Nous en avons payé le prix fort avec le recul de nos droits et le saccage de l'éducation de nos enfants et des hôpitaux. Et au prétexte d'une dette qui serait devenue insoutenable, il faudrait encore payer !

La stratégie de Lecornu est de faire croire à des efforts partagés, et il se dit ouvert à taxer, un peu, les plus riches. Nul doute qu'une telle taxation serait plus que symbolique, car on connaît la fidélité de Macron aux intérêts de son monde de riches, de financiers et de milliardaires ! Mais la simple évocation d'une contribution modique exaspère les grands patrons. « Il n'est pas question de payer un euro de plus ! », a affirmé le chef du Medef, en menaçant « d'une grande mobilisation patronale ».

Eh bien, on peut être sûr que les patrons n'auront pas trop à user leur semelle sur le pavé pour être entendus ! Entendus, ils le sont en permanence, puisqu'une confrérie de chroniqueurs porte leur propagande dans les médias 24 heures sur 24. Ces derniers nous expliquent, à qui mieux mieux, que la taxation de 2 % proposée par l'économiste Gabriel Zucman et reprise par les partis de gauche, plongerait le pays dans la catastrophe économique. Quel cinéma !

Il s'agirait de taxer le patrimoine de ceux qui possèdent plus de 100 millions. Oui, vous avez bien lu, plus de 100 millions ! Cela concerne 1800 personnes qui seraient taxées à 2 % et cela ne les rendrait pas moins riches, car leur fortune progresse de 8 % chaque année. Ce serait tout de même le minimum du minimum.

Cette taxation, dénoncée comme une folie économique par la bourgeoisie, est même dérisoire au regard de l'évolution de la société.

La véritable folie, c'est que toutes les richesses créées dans la société sont accaparées par une poignée de parasites et conduisent au recul des conditions de vie de la classe qui produit tout, la classe ouvrière. La folie est ce système capitaliste qui provoque crise sur crise et nous condamne à une guerre commerciale destructrice. C'est la loi du marché qui empêche de planifier la production rationnellement. C'est la course aux profits qui empêche les entreprises de fonctionner pour répondre aux besoins humains. Et cette folie est en train de nous conduire à la guerre mondiale.

Alors, n'acceptons pas de nous sacrifier pour un système aussi fou ! Disons-le le 18 septembre, en faisant grève et en manifestant !

La contestation du 10 septembre a été un premier pas. L'appel des confédérations syndicales pour ce jeudi 18 septembre nous permet d'en faire un second. Faisons-le en nous regroupant et en nous organisant à la base, en décidant de nos revendications et des actions, c'est-à-dire en nous donnant les moyens de diriger nous-mêmes une lutte qui n'en est qu'à ses débuts.

Nathalie Arthaud

Cour des comptes : contre les malades

Dans un rapport publié le 5 septembre, la Cour des comptes pointe à nouveau du doigt les 36 milliards d'euros de dépenses de remboursement de médicaments par l'Assurance maladie en 2023, en hausse de 12 % par rapport à 2019.

La ligne directrice de ce rapport sur « le bon usage des produits de santé » est claire : la population se soigneraient trop ! La Cour des comptes, toujours prompte à proposer de nouvelles coupes budgétaires contre les classes populaires, avance que les médicaments et autres bâquilles, fauteuils roulants ou pansements prescrits mais non utilisés ou non recyclés, représenteraient entre 0,5 et 1,7 milliard d'euros de perte par an.

Dans cette société capitaliste, le

gâchis du travail humain et des ressources est une évidence quotidienne et révoltante. Mais les responsables de ce gaspillage ne sont ni les médecins prescripteurs ni les patients visés par le rapport de la Cour des comptes. Ce sont en revanche les laboratoires pharmaceutiques mus par le seul intérêt de leurs actionnaires. Le rapport évoque à demi-mot des choix qui leur permettent de multiplier leurs ventes. Le rapport cite l'exemple d'un anti-cancéreux dont chaque dose coûte plusieurs milliers d'euros et est considérée comme périmée au bout de trente-six heures, alors qu'elle pourrait être utilisée pendant 28 jours. Mais ces constats débouchent sur une simple recommandation « d'élargir la question des délais de péremption et des conditionnements » lors des négociations

entre les entreprises et la Sécurité sociale sur la fixation des tarifs des médicaments. Pas de quoi trembler pour les représentants des laboratoires, qui ont l'habitude d'imposer leurs prix à la Sécurité sociale, tout à fait consentante à ce racket !

Le rapport vise aussi les « usages inappropriés des médicaments » et à l'indécence de prendre pour exemple... le Mediator ! Alors que le laboratoire Servier a été reconnu coupable de tromperie aggravée, d'homicides et de blessures involontaires, la Cour des comptes, elle, vise les patients et les prescripteurs, sans un mot contre la famille Servier qui a promu ce médicament, et a gagné grâce à lui 30 millions d'euros par an pendant trente ans, avec la complicité des autorités sanitaires.

La dette de l'État, c'est celle du patronat ! Qu'il la rembourse !

À peine Bayrou avait-il envisagé de raboter un peu les exonérations sociales et les baisses d'impôt sur les sociétés accordées au patronat des départements d'Outre-mer que celui-ci par le biais de ses représentants syndicaux (Medef, CPME) est monté au créneau pour « crier à l'assassin ».

La nouvelle présidente du Médef Réunion, Kathy Hoarau a évoqué la situation dégradée des petites entreprises pour mieux faire l'impasse sur la situation florissante des plus grosses qui bénéficient plein pot des aides de l'État. Hervé Mariton, le président de la FEDOM, n'a pas hésité à prononcer une fois de plus une contre vérité en déclarant que « l'essentiel de l'effort fait sur le budget des Outre-mer se fait sur le dos des entreprises » oubliant délibérément toutes les attaques du gouvernement contre les travailleurs.

Chaque année le patronat des

Outre-mer bénéficie d'une réduction de 1,5 milliard d'euros sur ses cotisations sociales et d'une aide fiscale à l'investissement de 40 %.

Qu'a-t-il fait de tout cet argent public ? Il n'est passé ni dans l'emploi puisque le chômage est reparti à la hausse, ni dans les salaires qui font du sur place quand l'augmentation

des produits de première nécessité est souvent à deux chiffres !

Alors oui s'il y a une classe sociale qui peut rembourser la dette de l'État, c'est bien le grand patronat, car c'est lui qui l'a creusée !





L'austérité, c'est le vol !

CAF, Sécu, Pôle Emploi : les erreurs se multiplient dans les déclarations de ressources des travailleurs entraînant des perturbations multiples pour les assurés du fait de l'anarchie qui règne dans les services de ces administrations et du manque de personnel (erreurs/pertes de dossiers/interlocuteurs changeant en permanence, difficulté à joindre les services par téléphone, accueils fermés au public).

Bayrou affichait comme ses prédécesseurs sa volonté de réduire le nombre des fonctionnaires. C'est ce

qu'ils ont fait. On en voit aujourd'hui le résultat. Ils ont rendu la vie impossible aux travailleurs les privant même, du fait de cette politique d'économies aveugles, des aides financières auxquelles ils avaient droit.

Les politiciens démagogues aiment à pointer ceux qui fraudent la CAF ou la Sécurité sociale. Mais le désordre qui règne dans les services de l'État fait perdre aux assurés dix fois plus que ce que les petits fraudeurs font perdre à l'État !

La crise, quelle crise ?

La presse économique relevait récemment que la fortune du patron du groupe de produits de luxe LVMH, Bernard Arnault, avait fondu de 200 à 130 milliards d'euros en quelques mois « à cause du repli des marchés financiers ».

Un coup à piquer une dépression direz-vous ?

Que nenni, le bonhomme n'est pas du genre à se laisser abattre pour si peu de choses. La preuve ?

Il vient de se porter acquéreur le 17 juillet dernier de l'hôtel 5 étoiles Cap-Estel situé à Èze, entre Nice et Monaco, pour la modique somme de 200 millions d'euros.



Impôts des entreprises : qui dit moins ?

Une étude de l'Insee, parue le 2 septembre, indique que les grandes entreprises payent en pourcentage moins d'impôts sur leurs profits que les petites.

Cela n'a rien d'une surprise, les multinationales ayant bien plus les moyens que les petites entreprises de profiter des dispositifs d'optimisation fiscale offerts par la loi qui leur permettent d'échapper aux impôts, taxes et autres.

Les entreprises ont quand même à payer un impôt de base baptisé impôt sur les sociétés. Depuis 2016, Macron a fait baisser le taux de cet impôt de 33 % à 25 % des bénéfices, leur faisant ainsi économiser un total

de 16 milliards. Le moins que l'on puisse dire c'est que cela n'a créé aucun emploi !

Cette étude de l'Insee montre que cet impôt sur les sociétés dont le taux est unique ne pèse pas de la même façon sur les grandes et les petites entreprises. En rapportant le montant de l'impôt aux bénéfices réels, elle constate que, en 2022, le taux pesant sur les grandes entreprises était en fait de 14,3 %, pendant qu'il était de plus de 21 % pour les petites entreprises.

Dans la société capitaliste régie par la loi de la jungle, tous les moyens sont bons pour s'enrichir... et faire couler ses adversaires.



Ça ne doit être qu'un début !

La chute du gouvernement Bayrou n'a pas empêché la journée du 10 septembre de voir des manifestations, des rassemblements, des grèves et des blocages rassembler ceux qui voulaient manifester leur colère.

Bayrou parti, la voie que le grand patronat indique à son successeur reste la même : pour garantir les profits, il faudra agraver l'exploitation. Pour que des milliards d'euros d'argent public continuent à arroser d'aides les grandes entreprises, à profiter aux marchands de canon, il s'agira d'imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs, en activité, au chômage, malades ou invalides.

Tous ceux qui se sont saisis de la journée du 10 septembre ont eu raison de faire ce premier pas dans la contestation. Mais elle ne doit être

qu'un début. La journée du 18 septembre, appelée par les confédérations syndicales, sera sans doute pour beaucoup une nouvelle occasion. Mais pour que ces journées ne soient pas sans suite, les travailleurs ont intérêt à prendre conscience que les objectifs et l'organisation d'une lutte d'ampleur ne doivent dépendre que d'eux-mêmes.

Il n'est pas question d'accepter plus de coupes dans les services publics, moins de droits pour les malades ou les chômeurs ou des jours de travail supplémentaires gratuits ; il faut aussi imposer l'augmentation nécessaire des salaires qui ne suffisent pas à vivre aujourd'hui, la répartition du travail pour pouvoir maintenir les emplois sans toucher aux salaires, le contrôle des travailleurs sur la production et sur les comptes des entreprises. Ce sont là

les intérêts vitaux du monde du travail !

Les travailleurs font tourner toute la société et n'en contrôlent rien, pas même ce qui détermine leur existence, alors la moindre des choses est qu'ils puissent décider des objectifs de leurs luttes, de comment les organiser et de comment les contrôler. S'en remettre à des partis qui ne leur proposent que de leur faire confiance, ou aux décisions de directions syndicales qui ont montré qu'elles refusaient toute mobilisation hors de leur contrôle, serait le plus sûr moyen de finir sur une voie de garage.

Au lendemain du 10 septembre, c'est de toutes ces questions qu'il faudra débattre entre travailleurs, dans les entreprises et partout où une mobilisation se sera organisée.

Après le 10 septembre, préparons la suite !

Contrairement à ce que nous avaient vendu le pouvoir et ses relais dans les médias, la journée du 10 septembre n'a été le théâtre, à La Réunion, ni de violences ni de destructions ou de désordres.

Le préfet a, ce jour-là, mobilisé plusieurs centaines de gendarmes, en nombre en tout cas supérieur à celui des manifestants devant la préfecture de Saint-Denis et la sous-préfecture de Saint-Pierre.

Si cela démontre quelque chose c'est que la bourgeoisie craint la colère des travailleurs et de ceux qu'elle maintient ou a plongé dans la misère.

Cette crainte est fondée, car les licenciements, le manque d'emplois, la vie chère, l'absence de logements, d'enseignants, d'AESH, la fermeture des services publics, les attaques contre le droit à se soigner par le biais des « participations forfaitaires et franchises » en constante augmentation et non remboursées par la Sécurité sociale et les mutuelles, le report de l'âge de la retraite ou la suppression de deux jours fériés qui devront être travaillés pour rien



constituent assez de raisons pour se révolter.

Cette colère est restée rentrée ce 10 septembre, mais une autre mobilisation est annoncée le 18 septembre par tous les syndicats qui pourraient donner aux travailleurs l'occasion de l'exprimer plus massivement.

Le patronat et le gouvernement à

son service craignent le retour de flamme de la part de la classe ouvrière qu'ils ne cessent de pressurer depuis des années. Le jour viendra de toutes façons où il leur faudra rendre des comptes et plus encore, souhaitons-le, céder la place à ceux qu'ils ont trop longtemps exploités. Les travailleurs doivent s'y préparer !

Crise parlementaire, crise politique : la façade craquelée de la société capitaliste

Comme prévu, le vote de confiance organisé lundi 8 septembre par Bayrou a conduit à la chute de son gouvernement, votée par 364 députés sur 577, dont ceux du RN et de toute la gauche, du PS à LFI. Le 9 septembre, Macron a nommé Sébastien Lecornu Premier ministre, mais le feuilleton ne fait sans doute que commencer.

Depuis, chacun poursuit ses calculs. Après avoir postulé au poste de Premier ministre, le PS monnaie son soutien à Lecornu. Le RN réclame une dissolution de l'Assemblée nationale, et LFI une présidentielle anticipée.

Ce spectacle pitoyable n'est que la suite d'une crise parlementaire, et même d'une crise du système politique, commencées bien avant le 8 septembre. Pendant des décennies, la droite et la gauche ont pu alterner au pouvoir, l'usure des uns permettant aux autres de se représenter. Mais ce mécanisme bien huilé, qui permettait bon an mal an de poursuivre la même politique en faveur de la bourgeoisie, s'est peu à peu grippé.

Le discrédit des partis de droite et de gauche traditionnels a ouvert la voie à Macron, qui avait montré, comme ministre de l'Économie de Hollande, qu'il était un serviteur fiable de la bourgeoisie. Mais, après cinq années d'attaques contre les travailleurs, il n'a dû sa réélection en 2022 qu'au fait que le RN et Le Pen n'apparaissaient pas encore, dans les milieux dirigeants, comme une alternative crédible. La dissolution de juin 2024 a révélé la vérité des prix : Macron est à son tour discrédité auprès des électeurs et former un gouvernement à partir de l'Assemblée alors élue relève du casse-tête.

Le RN se rapproche du pouvoir et donne à la bourgeoisie tous les gages possibles. De son côté, La France insoumise cherche à ressusciter les illusions dans une alternative de gauche. Mais croire que l'arrivée au pouvoir des uns ou des autres permettrait de rompre avec la politique antiouvrière menée par tous les gouvernements passés serait une folie. Si les partis font tous la même chose une fois au pouvoir,

quelles que soient leurs promesses, c'est parce qu'ils acceptent de s'y faire les gestionnaires d'un système capitaliste en crise. Dans un contexte de concurrence de plus en plus féroce et où les perspectives de débouchés se réduisent, la bourgeoisie ne sait trouver de solution qu'en aggravant l'exploitation des travailleurs. Et plus les attaques contre les travailleurs sont brutales, plus ceux qui les assument s'usent vite et perdent leur crédit auprès de la population. Voilà la raison de fond de la succession de plus en plus rapide des gouvernements et d'une crise qui n'est pas seulement celle de la façade parlementaire.

Cela pose un problème à la bourgeoisie, qui a besoin d'un pouvoir capable de faire accepter aux classes populaires de nouveaux reculs. Alors les institutions de la Ve République se maintiendront-elles ou ouvriront-elles la voie à un pouvoir plus autoritaire ? Alors l'urgence pour la classe des travailleurs est de se rendre capable de prendre la direction de la société.

PS : prêt à gouverner pour servir le capital

Dès le 2 septembre, le secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, s'était déclaré « à la disposition du chef de l'État » pour discuter des « conditions » dans lesquelles la gauche pourrait participer au gouvernement.

Si son offre de service n'a, pour l'instant, pas été retenue par Macron, les « conditions » posées par le PS sont plus minces que le papier à cigarette, à l'image de la « taxe Zucman ». Celle-ci, si elle était appliquée un jour, n'égratignerait ni la fortune des 500 plus riches, qui a doublé depuis 2017, ni leur liberté d'exploiter le travail, à l'origine de leur enrichissement. Le PS respecte le pouvoir du patronat sur l'économie et, quand il se déclare dans l'opposition aux poli-

tiques gouvernementales, c'est en tendant la main à Macron.

Entre janvier et juin, le PS avait accordé un sursis au gouvernement de Bayrou en échange de la promesse d'*« une discussion sans aucun totem ni tabou »* sur la réforme des retraites dans un conclave avec les syndicats. Cette mise en scène avait connu un premier accroc avec le départ de la CGT et de FO avant d'être enterrée en juillet. Et, fin août, la question de l'âge du départ en retraite a été passée sous silence par le PS dans son projet de budget. Le programme du PS comporte aussi des économies à faire, qui seraient payées par la population.

En revanche, il ne dit rien sur le budget militaire, dont le PS soutient l'augmentation, tout en jurant de son

pacifisme. Ainsi, en mars, le président du groupe PS au Sénat, Patrick Kanner, avait déclaré que le PS « *n'utilisera pas les expressions du président* » : il ne faut pas dire « *nous sommes en économie de guerre* », mais « *nous sommes dans une économie de renforcement de la défense potentielle* » ! Au-delà de ce changement de vocabulaire, le Parti socialiste veillera à ce que la France investisse davantage dans ses armées, visant 95 à 100 milliards d'euros en 2030.

Le Parti socialiste veut donc se montrer disponible pour gouverner la France... avec une autre mouture du plan Bayrou.

LFI : melenchonisme et radical-conformisme

Le parti de La France insoumise tient à se distinguer en expliquant que seule la démission de Macron offrira un débouché à la crise politique.

Mardi 9 septembre, ses députés ont déposé une motion de destitution du président de la République.

Macron est certes un ennemi des travailleurs qui a servi les possédants huit ans durant. Mais pourquoi présenter celui qui n'est qu'un pantin du patronat comme le responsable unique du drame ? Faire de Macron l'étrangleur suprême permet de faire de Mélenchon le possible sauveur suprême... après Mitterrand, Jospin ou Hollande.

Les militants de LFI font de la démission du président la condition nécessaire pour résoudre les problèmes des couches populaires. Selon

eux, le départ de Macron, suivi de l'élection de Mélenchon à la présidence, permettrait de rejeter le plan de Bayrou, de revenir sur le recul de l'âge de départ en retraite, d'augmenter les impôts des plus riches, de conditionner les aides aux entreprises et de relancer l'économie par des investissements publics. LFI propose « *d'interdire les licenciements boursiers et économiques aux entreprises qui versent des dividendes ou bénéficient d'aides de l'État* ». Ce serait en effet la moindre des choses. Mais des dispositions en ce sens existent déjà, et aucune grande entreprise n'a jamais eu la moindre difficulté pour prouver à l'État qu'elle ne pouvait pas faire autrement que de licencier. Au pire, elle vend le site qu'elle entend fermer à un margoulin qui se chargera du sale travail.

Les accents faussement radicaux

de Mélenchon visent à donner l'illusion qu'il gouvernerait différemment de ce qu'a fait la gauche lors de ses précédents passages au pouvoir. Mais, quant aux moyens, il ne propose rien d'autre que de se fier au verdict des urnes et à la nouvelle majorité qui en sortirait, comme l'ont fait Mitterrand, Jospin puis Hollande avant de se conformer piteusement aux nécessités du capitalisme.

La dictature des patrons sur l'économie ne pourra être remise en question que par l'intervention directe des travailleurs. Encore faut-il les préparer à s'occuper eux-mêmes de leurs affaires, dans tous les domaines, et, pour commencer, ne pas leur faire prendre les vessies électorales pour les lanternes de la lutte de classe.

Bardella : déclaration d'amour aux patrons

Dans une lettre ouverte adressée le 3 septembre « aux chefs d'entreprise de France », Bardella leur propose un « pacte de confiance » s'il arrive au pouvoir.

Justifiant son refus de voter la confiance à Bayrou, Bardella assure que le RN sait « *combien l'incertitude politique fragilise la vie économique* » et dit pouvoir être « *le véritable garant de la stabilité économique* », à condition de remporter les élections législatives anticipées qu'il réclame.

Déjà lors des législatives de 2024, alors qu'il se pensait aux portes de Matignon, Bardella avait renoncé à l'abrogation de la réforme des retraites promise jusque-là. Dans cette lettre, il promet de baisser encore les impôts dits de production, c'est-à-dire ceux des entreprises. Allant plus loin que Bayrou et ses 44 milliards d'euros de baisse du budget public, il promet 100 milliards d'euros d'économies, notamment en mettant fin à l'aide publique au développement et

à « *l'immigration d'assistanat* », une formule qui lui permet de sous-entendre qu'il ne s'en prendrait pas à la partie de la main-d'œuvre immigrée que le patronat est bien heureux de pouvoir surexploiter.

L'essentiel du texte consiste à marteler qu'il s'attaquerait au « *coût exorbitant de la bureaucratie d'État* », à la « *surtransposition mortifère* » des textes européens et aux « *normes* » qui coûteraient au pays 60 milliards d'euros chaque année – sans dire comment il en arrive à ce chiffre faraimeux. Plus concrètement, il promet de relancer l'énergie nucléaire et de privilégier, dans les marchés publics, les entreprises produisant en France. Pour ne pas laisser penser que réduire la dépense publique pourrait diminuer les aides aux entreprises, il finit en évoquant la création d'un fonds souverain alimenté par l'épargne de la population pour financer les entreprises.

C'est dire si le RN se montre dans cette lettre-programme tel qu'il est : un parti pour lequel l'État doit être au

service des patrons. Si Bardella peut faire semblant d'être un nouveau venu dans le marigot politique, son programme et ses idées sont vieilles comme le capitalisme. Alors, pour se distinguer, il lui faut seulement en rajouter dans l'outrance.



Le seul rempart contre l'extrême droite, l'unité dans la lutte des travailleurs

Sabrina Ramin, plusieurs fois candidate de droite aux municipales à Saint-Benoit a à nouveau annoncé sa candidature.

Cette année, elle semble avoir fait un pas supplémentaire encore plus à droite pour rejoindre le RN de Le Pen et Bardella.

En effet, samedi 6 septembre, elle a rencontré le délégué RN régional l'avocat Jean-Jacques Morel, lui aussi transfuge de la droite, avec la candidate de Bras-Panon, Lise-May Turpin (*le Quotidien* du 9 septembre) à Sainte-Anne.

Ce flirt avec le RN n'est pas une nouveauté : celle qui fut conseillère régionale sous Didier Robert, avait donné son parrainage à Marine Le Pen à l'élection présidentielle de

2022.

Sur le terrain réactionnaire et raciste sur lequel prospère le RN et les mouvances d'extrêmes droite, la concurrence sera rude entre Ramin et le maire actuel Selly qui s'en est pris à plusieurs reprises aux Mahorais qu'il accuse « *sans hypocrisie et sans tabou* » d'être à l'origine des violences, notamment à Bras-Fusil, et a « *alerté l'État et les bailleurs sociaux* » sur « *l'évolution des règles en matière d'attribution des logements sociaux* » et des allocations familiales aux familles de la communauté mahoraise qui a des « *problèmes d'intégration* ».

Les travailleurs auraient tort de se laisser tenter par les discours trompeurs de ceux qui puisent leurs idées nauséabondes au fond des poubelles

et qui les divisent en désignant les étrangers et les plus pauvres qu'eux comme les boucs émissaires de leurs malheurs.

Si elles veulent exprimer leur colère contre les injustices causées par la société capitaliste, contre l'exploitation, la dégradation de leurs conditions de vie, les classes populaires doivent s'organiser et se battre contre le gouvernement et ses donneurs d'ordre, les bourgeois capitalistes qui en sont responsables.

Et comme l'occasion leur sera donnée aux prochaines municipales de voter, les travailleurs pourront le faire, en toute conscience, pour la liste de travailleurs communistes révolutionnaires, celle de Lutte ouvrière.

État-Région-Sapmer : le bilan d'une gabegie générale

Début 2025, la commission permanente de la Région Réunion votait une participation de 5 millions d'euros à l'augmentation du capital de la Sapmer appartenant au capitaliste Jacques Dechateauvieux au nom d'un soi-disant « patriotisme économique ».

Pour justifier ce cadeau Huguette Bello, sa présidente, avait déclaré à l'époque que : « *La Région agit ici en investisseur avisé. Nous le faisons d'abord en cohérence avec les orientations de notre projet de mandature qui identifie l'économie bleue comme une filière économique prioritaire. Mais l'enjeu, c'est aussi et surtout celui du patriotisme économique !* »

Ces dernières années, quelques-unes de nos entreprises emblématiques sont passées sous le contrôle d'acteurs extérieurs. La Région Réunion ne peut pas rester impassible face à une telle évolution. Cette fois, c'est la Sapmer, entreprise réunionnaise historique et fleuron de notre économie, qui, en raison de difficultés financières, risquait de perdre son caractère réunionnais. Ce sont également 378 emplois qui étaient en jeu. »

Et voilà que début septembre, au nom de la préservation de la ressource, la préfecture des TAAF décide de réduire le quota de pêche à la légine de 700 à 518 tonnes pour

l'armateur et le total admissible de capture de l'ensemble des armements réunionnais à 4780 tonnes par an au lieu de 5800 à 6500 tonnes.

Aussitôt les patrons de la Sapmer ont déclaré que cette décision préfectorale allait les obliger à « se réorganiser ». A quoi peut-on s'attendre de leur part : à la mise à quai d'une bonne partie des 300 marins oeuvrant sur ses navires... ou vont-ils relancer la Région pour une énième contribution ? Ou les deux ? Pourquoi pas tant que les profits des capitalistes feront l'objet de tous les bons soins aux frais de l'argent public ?

Big Brother is watching you !

La préfecture défend un ordre social qui a fait son temps mais apprécie les petits joyaux de la technologie du futur.

Ainsi, pour surveiller les manifestants du 10 septembre, elle s'est dotée d'un drone char-

gé de détecter tout acte jugé répréhensible sur les voies publiques du chef lieu ce jour-là.

À quels maîtres le préfet veut-il plaire avec son joujou ?



Campagne sucrière : ouvriers et petits planteurs dans la galère

La campagne sucrière a démarré le 22 juillet, soit une semaine en retard par rapport 2024 car représentants de l'usinier Tereos et planteurs n'avaient pas réussi à se mettre d'accord plus tôt sur les conditions financières de la campagne.

Tous les professionnels de la filière canne ont prévu une très mauvaise campagne, pire que 2024 qui elle-même avait été très mauvaise (1,3 million de tonnes livrées), loin des 1,8 million de tonnes récoltées en 2017.

Cette prévision de récolte mauvaise, a pour causes principales la sécheresse du mois de février et surtout le passage du cyclone Garance qui a fait beaucoup de dégâts dans les plantations, notamment dans l'est de l'île.

Avant la campagne, les syndicats agricoles ont demandé à Tereos de garantir un versement non remboursable de 30 euros par tonne de canne livrée pour compenser en partie les pertes de richesse en sucre. Mais l'industriel n'a fait aucun geste en faveur des planteurs, si ce n'est de puiser dans le reliquat 2024 de l'aide à la production... qui est due aux planteurs !

Quant à l'aide de l'État de 1000 euros, elle a à peine suffi à compenser le paiement des cotisations sociales et des loyers des baux ruraux,

condition sine qua non pour la toucher !

Avec une baisse de tonnage de cannes estimée à 50 % et une perte de richesse en sucre de 2 à 3 points, donc une perte de revenu, certains petits planteurs, pourraient devoir de l'argent à l'usinier qui leur avance de la trésorerie pour l'achat d'engrais et d'herbicides et se retrouver en grande difficulté financière.

Mais si la situation de ces planteurs est peu enviable, celle des ouvriers agricoles en particulier les saisonniers, n'est pas meilleure.

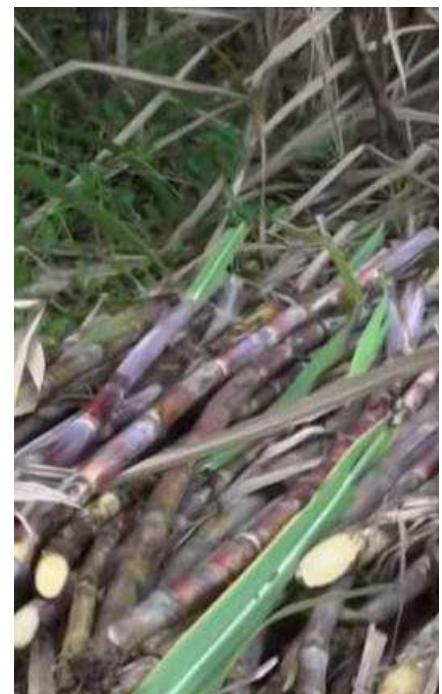
Dès le début de la campagne, Tereos et le CTICS (centre technique de la canne et du sucre), ont pris la décision de n'ouvrir les plateformes de réception de cannes que quatre jours par semaine contre cinq habituellement et de réduire en même temps la semaine de travail des saisonniers de 39 à 35 heures avec pour conséquence une baisse des salaires pour ces ouvriers. Il n'est d'ailleurs pas certains que tous ces travailleurs totalisent les heures de travail suffisantes pour avoir droit à l'allocation chômage.

Les coupeurs de canne, payés à la tâche, auront peine eux aussi à atteindre leurs quotas habituels parce qu'il y a moins de cannes et parce que les conditions de travail sont plus pénibles à cause notamment des cannes couchées sur le sol.

Quant aux ouvriers des deux

usines sucrières, ne faisant pas cette année d'heures supplémentaires pour les mêmes raisons, il toucheront moins de salaires et Tereos pourrait prendre prétexte des mauvais chiffres pour réduire leur prime de rendement, voire ne pas la verser.

Perte de revenus pour les petits agriculteurs, perte de salaire pour les ouvriers, les uns comme les autres paieront le prix fort de cette mauvaise campagne mais surtout de la rapacité des gros planteurs et Tereos qui, à moins d'y être contraints, ne lâcheront pas un centime sur leurs profits accumulés pour les sortir de la mélasse.



Saint Paul : les lycéens exigent des moyens pour étudier

Jeudi 4 septembre quelques 300 lycéens du lycée Evariste de Parny de Saint-Paul, soutenus par leurs professeurs et leurs parents ont manifesté leur colère contre les mauvaises conditions dans lesquelles ils sont contraints d'étudier.

Manque de cours et de professeurs, trous dans les emplois du temps obligeant les lycéens à attendre plusieurs heures à ne rien faire entre deux cours, temps de restauration réduit à une demi heure ajouté à un temps d'attente interminable pour

être servi obligeant certains à se contenter d'un sandwich.

L'éducation nationale réduite à l'os à l'heure où le gouvernement dépense des milliards pour subventionner patrons et marchands de canons. La jeunesse et la population n'ont décidément pas les mêmes priorités et les mêmes intérêts que ceux qui nous gouvernent.

Suite à cet avertissement massif les lycéens ont décidé de reprendre les cours le jour suivant le rectorat prétendant avoir bien reçu le mes-

sage. Si tel n'était pas le cas, ils savent qu'il leur reste la liberté de « remettre le couvert » ! Il y va en effet de leur intérêt, car comme l'a déclaré une des leurs à propos de la proviseure opposée à leur mouvement : « *Ce mouvement n'a pas été télécommandé par les professeurs, il vient des élèves en colère, car en fin d'année on a le bac à passer !* »

DANS LES ENTREPRISES

EDF : Le retour des coupures d'électricité

Afin de préserver la paix sociale la direction d'EDF avait renoncé depuis plusieurs années aux coupures d'électricité pour non paiement de ses factures. Au lieu de cela, elle faisait poser par ses agents des fusibles limités à 1000 watts, permettant aux abonnés sans le sou de garder assez de puissance pour continuer à faire fonctionner un frigidaire et s'éclairer jusqu'à ce qu'ils paient leurs arriérés.

Elle a changé son fusil d'épaule en août dernier et a non seulement donné l'ordre à ses services de couper l'électricité à ses débiteurs, mais de résilier leurs contrats.

Ces derniers ne pourront recouvrer l'usage de l'électricité qu'à condition qu'ils paient leurs dettes à l'entreprise... ou trouvent le moyen de se faire aider par les assistantes sociales dont le nombre ne permet pas

de faire face à la montée en flèche du nombre d'interdits bancaires dans l'île et dont les moyens financiers à leur disposition se réduisent d'année en année. Austérité oblige !

Le mot d'ordre est clairement donné par la république des riches : pas de pitié pour les plus pauvres !

DANS LE MONDE

UKRAINE-RUSSIE

Ils parlent de paix au son du canon

Réunis autour de Macron et Zelensky à l'Élysée le 4 septembre, les pays membres de la coalition dite « des volontaires », ces États qui s'affichent comme soutenant l'Ukraine, ont annoncé que 26 d'entre eux s'engageaient à fournir leur aide militaire au régime de Kiev « sur terre, sur mer et dans les airs ».

On ne sait pas si cela satisfait Zelensky, qui espérait que ses soutiens s'engagent sur l'envoi d'au moins 20 000 à 30 000 militaires comme « garantie de sécurité », en cas de cessez-le-feu avec la Russie. En effet, seules la France et la Grande-Bretagne ont promis d'envoyer des militaires, et pas aussi nombreux. Car plusieurs autres « volontaires » refusent d'engager leurs troupes au sol, même s'ils acceptent de collaborer d'une façon ou d'une autre à la défense ukrainienne.

En revanche, Trump, qui a redit que les États-Unis entendaient se retirer militairement de l'Europe pour

concentrer leurs forces face à la Chine, a toutes les raisons de se féliciter. Cette guerre entre la Russie et l'Ukraine, les États-Unis ont tout fait pour la provoquer. Mais l'impérialisme américain en a maintenant retiré de substantiels profits pour ses industries d'armement, ses groupes pétroliers et minéraliers, ses banques, etc. Trump pense donc que la guerre peut cesser, quitte à laisser ses alliés européens se débrouiller comme ils le voudront pour continuer, s'ils le souhaitent, à aider l'Ukraine dans sa guerre.

Dans les faits, cela revient à engager l'Europe dans ce qui pourrait être un conflit à l'échelle du continent. Car, en pratique, et non plus dans le langage hypocrite de la diplomatie servi cet été du sommet d'Anchorage à la réunion à la Maison Blanche, on assiste à la poursuite et à l'accélération de l'escalade guerrière. Jamais les drones et missiles russes n'ont été si nombreux à frapper presque chaque nuit les villes d'Ukraine, dont sa capitale et même, une première, le

siège de son gouvernement. Quant aux livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine, car c'est aussi à cela que sert l'augmentation des budgets militaires en France comme ailleurs, elles ne cessent de croître, comme les pertes qu'elles occasionnent. Ainsi, chaque jour, l'armée russe perdrat mille hommes, tués ou blessés, pour avancer de quelques kilomètres en vue des négociations sur l'après-guerre.



La guerre contre les Palestiniens

L'armée israélienne a continué d'intensifier ses opérations contre la ville de Gaza en vue d'en prendre totalement le contrôle. Lundi 8 septembre, Netanyahu a menacé ses habitants, les appelant à « partir maintenant ».

Plus d'un million de Palestiniens vivent actuellement dans la ville de Gaza. Pour les contraindre à fuir, l'armée israélienne cible systématiquement toutes les habitations épargnées jusque-là par les bombardements. En 72 heures, près de 8 000 personnes se sont retrouvées privées d'abri. Selon l'administration militaire israélienne, quelque 70 000 Palestiniens auraient déjà fui la ville. Mais la grande majorité des habitants se retrouve piégée dans les ruines et sous les bombes, faute d'avoir les moyens de transporter ses affaires. Il n'y a pas de place pour les

tentes, pas d'eau, pas d'assainissement, pas d'aide alimentaire, et pas plus de sécurité que dans le reste de la bande de Gaza.

Officiellement, l'offensive israélienne n'a pas encore été déclenchée, mais le nombre de victimes continue d'augmenter du côté des Palestiniens, victimes des bombes, des balles et de la famine qui sévit sur 20 % du territoire selon l'ONU du fait du maintien du blocus.

Le ministre israélien d'extrême droite Smotrich a déclaré que « *l'Authorité palestinienne devrait disparaître de la carte* ». Pour conserver le soutien de ces courants ultranationalistes, Netanyahu reprend à son compte leur politique d'annexion et de guerre à outrance. L'armée israélienne vient de mener des bombardements à Doha, au Qatar, visant des dirigeants du Hamas ayant participé aux récentes négociations.

Cette politique d'escalade permanente ne serait pas possible sans le soutien indéfectible des dirigeants américains. Trump, comme Biden avant lui, dispose avec l'État israélien d'un défenseur de l'ordre impérialiste dans la région, à qui toutes les initiatives sont permises.



GUYANE

Une rentrée scolaire chaotique

En Guyane, sans doute pour mieux masquer tous les problèmes qui s'accumulent en cette rentrée, le nouveau recteur affiche sa fierté de pouvoir inaugurer un nouveau lycée à Maripasoula.

Or, dans cette même commune, les parents des élèves internes, car habitant des villages de l'intérieur, ont manifesté pour protester contre l'idée que le transport en pirogue ne leur serait assuré qu'aux vacances de Noël mais pas à celles de la Toussaint... Dans certains villages, des enseignants nouvellement affectés sont sans logement et ne peuvent pas prendre leur poste. Sur les quatre collèges et lycées qui devaient ouvrir en cette rentrée pour répondre aux

besoins, seul celui de Maripasoula est opérationnel. Le pire est le cas de celui de Saint-Laurent, dont l'ouverture est prévue au mieux pour janvier. Et nombre de classes d'écoles primaires ou maternelles ne sont pas pourvues en mobilier nécessaire. Aussi la rentrée en Guyane a-t-elle dû être repoussée de plusieurs jours, voire plusieurs semaines, pour de nombreux élèves.

Il a aussi été décidé de ne pas renouveler les contrats aidés dits « contrats PEC », de centaines de travailleurs des cantines, Atsem, du nettoyage ou autres personnels techniques, par souci d'économies ou parce que jetés en pâture au privé, ce qui signifie un service dégradé et des conditions de travail en recul pour

ceux qui seront transférés à l'entreprise Sodexo par exemple.

Tous ces problèmes ne font que s'ajouter aux traditionnelles classes surchargées, établissements surpeuplés, aux locaux mal ventilés, pas climatisés. Nombre d'établissements ont une cantine qui ne fonctionne plus depuis des années et la scolarité doit s'y organiser par grosses matinées, sans revenir les après-midis, pour que les élèves, dont certains habitent loin, puissent rentrer chez eux pour se restaurer.

Il y a là largement de quoi faire discuter personnel, élèves et parents, pour se préparer à rejoindre les mouvements de colère qui se dessinent.

Le bilan de la répression s'alourdit

Une enquête du *Monde* vient de révéler que les autorités françaises avaient soigneusement caché la mort d'un jeune Kanak dans la prison de Camp-Est en Nouvelle-Calédonie. Cette prison, où la quasi-totalité des détenus sont des Kanaks et bien souvent des jeunes, n'est que le reflet brutal des travers de la société calédonienne. Dans cet archipel colonisé depuis plus de 150 ans, les Kanaks sont méprisés, plus souvent au chômage, parmi les plus mal payés, mal logés, victimes de racisme et de discrimination. La société que la bourgeoisie française et caldoche leur a imposée les laisse sans perspective et une partie de la jeunesse ne trouve comme issue que l'alcool et la petite

délinquance. Pour toute solution, l'État français a reconvertis l'ancien bagne en une prison vétuste où s'entassent 600 détenus pour 400 places, et où les suicides sont nombreux.

Le 13 mai, alors que la révolte grondait à l'extérieur contre la réforme du code électoral qui rendait les Kanaks une nouvelle fois minoritaires dans leur propre pays, les jeunes prisonniers se sont aussi mutinés, enfermant trois gardiens. À coups de grenades assourdissantes et de lacrymogènes, le RAID a alors pris d'assaut les locaux. Toute la nuit, les prisonniers ont dû subir humiliations et coups, dans les couloirs, dans la cour. Le jeune qui est mort ne participait pas à la mutinerie. Mais il

a été lui aussi mis en joue et battu. Laissé sans soin, il a été retrouvé mort au petit matin.

La répression menée par la police et la gendarmerie française contre cette révolte démarlée le 13 mai 2024 a donc en fait entraîné la mort de douze Kanaks et non de onze. Mais l'État, lui, ne parle que des deux gendarmes et du Caldoche tués. La répression des prisonniers de Camp-Est est à l'image de l'oppression coloniale française imposée sur l'archipel depuis 1873, pleine de mépris et de brutalité.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
 Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de mois

NOM:

Prénom :

Adresse:

Ci-joint par chèque la somme de euros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière
 BP 184
 97470 SAINT-BENOÎT
 e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
 Commission paritaire n°
 1019C85576
 Directeur de publication : Didier
 Lombard
 Tirage : 100 exemplaires
 ISSN : 2552-7282

Réservez vos places dès maintenant auprès de nos militants !